

royaliste

BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

Pierres

Des adolescents jettent des pierres. Des soldats tirent à balles. Des morts et des blessés. Puis des arrestations massives et de lourdes condamnations. Images classiques de révolte et de répression, cette fois tournées en Cisjordanie et à Gaza. Des pierres contre des fusils: nul n'oserait sérieusement invoquer la légitime défense...

L'armée d'Israël a la force pour elle et en use sans discernement, sans se soucier des critiques venues de l'étranger et des mouvements de protestation en Israël même. Mais chacun sait que la répression, aussi efficace soit-elle, ne peut étouffer longtemps le désir de libération. Voilà pour le «réalisme», qui ne se réduit pas au décompte des forces. Quant aux principes, ils sont indubitables: point de force qui tienne sans qu'elle soit mise au service du droit - et le droit d'Israël à vivre dans des frontières sûres et reconnues ne saurait effacer celui des Palestiniens à avoir une patrie.



Inquiétude

**La France
et l'OTAN**

(p.5)

Amérique

**Entretien avec
Michel Jobert**

(p.6-7)

M 2242 - 484 - 11,00 F



Champagne

L'erreur des éléphants

Le Parti socialiste, les sondages le montrent, a une bonne image dans l'opinion. Et pourtant, rue de Solferino, c'est la galère. On n'arrête pas de ramer, sur place et dans le vide, en attendant de savoir qui sera candidat à la présidentielle alors que le Parti communiste a depuis longtemps désigné le sien, alors que les deux représentants de la droite sont déjà en pré-campagne.

Bien sûr, la campagne esquissée par Michel Rocard peut distraire, mais celui-ci n'a pas l'investiture du Parti et, surtout, il est possible qu'il ait emprunté un chemin qui ne mène nulle part. Bien sûr, on peut toujours parler de l'avenir entre camarades, mais cela donne des débats quelque peu surréalistes comme celui qui tourne autour d'une éventuelle dissolution de l'Assemblée en cas de victoire d'un candidat de gauche. Mais là encore on parle pour ne rien dire. D'une part, le candidat qui portera les espoirs socialistes ne sera pas seulement celui de la gauche, où bien il échouera. D'autre part, la décision de dissoudre n'appartient pas au Parti socialiste, mais seulement au Président de la République et l'on sait déjà que François Mitterrand n'y est pas favorable. Alors à quoi bon bavasser ?

Dans l'attente de la décision du Président, la direction socialiste s'ennuie, se chamaille et fait des bêtises.

Reste donc la routine quotidienne: critiquer le gouvernement, faire des propositions en sachant qu'elle n'engageront pas le «candidat des socia-

Mineure en apparence, l'affaire concernait le vote du budget de la région Champagne-Ardenne, que préside Bernard Stasi. Comme ce dernier est la



■ Quand les éléphants se trompent énormément...

listes» et s'occuper de la gestion municipale et régionale. Hélas, sur ce dernier point la direction socialiste a commis peu avant la trêve des confiseurs une retentissante bétise.

bête noire du Front national, en raison de son excellent livre sur l'immigration, comme le Parti socialiste se pose en adversaire déterminé du parti de Le Pen et tance la droite pour ses com-

plaisances à l'égard de l'extrême droite, le choix était d'une simplicité enfantine. C'était compter sans les «éléphants», qui sont au P.S. ce que les «barons» sont au R.P.R. Estimant que les socialistes ne devaient en aucun cas favoriser un homme de droite, MM. Mauroy, Chevènement et Fabius préconisaient le vote contre, qui aboutissait à mêler les voix de gauche à celles du Front national. Soutenu par Michel Rocard, le Premier secrétaire dénonça cette tactique détestable et fut mis en minorité par le Bureau exécutif, tandis que les socialistes champenois sauvaient l'honneur de leur parti en choisissant l'abstention.

Pour Lionel Jospin, la victoire est amère. La direction socialiste a étalé ses divisions, manifesté son sectarisme à l'égard d'un homme courageux et honnête, et montré qu'elle n'hésitait pas à se salir les mains. La raison de cet aveuglement ? Tout simplement la peur panique d'un «recentrage» qui ne donnerait pas au Parti socialiste la position hégémonique à laquelle il prétend.

Sylvie FERNOY

royaliste

SOMMAIRE: p.2: L'erreur des éléphants - p.3: L'économie française - Huit cent mille francs - p.4: La mort du roi - Anniversaire d'un chiffon de papier - p.5: La France et l'OTAN - p.6/7: Comprendre les Américains - p.8: Un autre Bainville - p.9: Le choix de Dieu - p.10: La révolution en 418 mots - Pu-Yi, le mythe - p.11: Action royaliste - p.12: Trois vœux civiques
 REDACTION - ADMINISTRATION
 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
 (1) 42.97.42.57
 Directeur de la pub.: Yvan AUMONT
 Comm. Parit. 51700 -ISSN 0151-5772
 Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (60 F), 6 mois (115 F), un an (190 F), de soutien (350 F)*
 (*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance:

ROYALISTE, 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Pente fatale

L'économie française

Depuis 1974, après plusieurs expériences de droite ou de gauche, l'économie française n'a cessé de se dégrader, et l'environnement international ne laisse pas prévoir d'amélioration.

En ce début d'année et à la veille de l'ouverture de la campagne électorale, l'analyse que l'on peut faire de la situation économique française n'incite pas à l'optimisme. Certes, malgré les difficultés constatées dans les premiers mois de 1987, le gouvernement Chirac a réussi à maintenir l'inflation aux alentours de 3%. Mais cet indéniable succès ne doit pas masquer l'échec enregistré sur le front du chômage, et ce malgré les apparences. Si le nombre de demandeurs d'emploi a en effet baissé en octobre et en novembre, c'est essentiellement grâce au « traitement social » et à des manipulations statistiques.

Pour ce qui concerne les échanges économiques avec l'étranger on pourra bientôt parler de catastrophe. Non seulement le déficit s'est accru, mais des postes qui jusqu'à présent enregistraient traditionnellement des excédents (produits manufacturés) ont vu apparaître un déficit. Ce résultat est d'autant plus alarmant qu'il reflète l'état de délabrement de notre industrie.

Seule heureuse surprise dans ce bilan: la croissance. Elle aura été en 1987 supérieure d'un demi point à ce qui avait été initialement prévu, grâce notamment à la reconstitution des stocks dans l'industrie. Mais, selon les experts de l'OCDE, cette tendance s'inversera en 1988. Le pouvoir d'achat des ménages diminuant, la consommation privée n'augmentera que dans de faibles proportions.

Plus inquiétant encore, « la médiocrité des perspectives de débouchés intérieurs, et exté-

rieurs, risque de compromettre le redressement de l'investissement dans le secteur privé ». Il résultera de ces deux phénomènes une baisse de l'activité économique qui aura des conséquences néfastes sur l'emploi.

La France ne sera pas le seul pays à être touché par la récession. L'ampleur du phénomène risque d'être mondiale, toujours d'après les prévisions de l'OCDE, si aucune concertation sérieuse n'est envisagée sur le plan international.

Depuis plusieurs années maintenant, la croissance de l'économie américaine tire l'économie mondiale. Mais celle-ci n'a pu se réaliser sans l'apparition d'importants déficits budgétaires et commerciaux. D'où le krach boursier d'octobre dernier. D'où l'obligation maintenant pour les Etats-Unis de combler leurs déficits. Si la croissance n'est pas prise en charge par les pays dont le commerce extérieur est excédentaire (Japon, Allemagne fédérale, Corée du Sud, Taïwan, Singapour, Hong-Kong...) on peut craindre le pire. Or ces pays ne sont pas prêts à remettre en cause leurs résultats durement acquis.

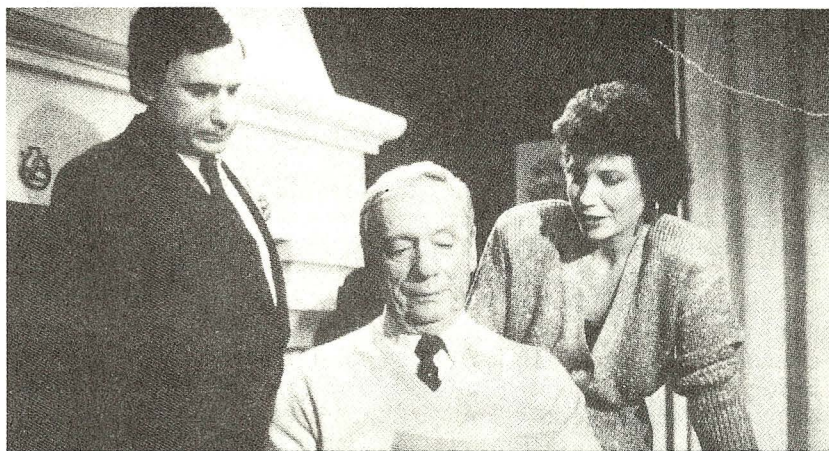
Mais la coopération mondiale hors de laquelle il ne peut y avoir de salut, ne doit pas plonger le gouvernement français - quel qu'il soit après les élections présidentielles - dans l'attentisme. Des mesures strictement nationales s'imposent pour relever le défi des années à venir.

Patrice LE ROUE

Polémique

800 000 francs

En se faisant payer pour recevoir Anne Sinclair et J.-M. Colombani, Yves Montand a la logique pour lui. Mais il met, une fois de plus, mal à l'aise.



Recevoir un confortable cachet pour « passer à la télé » dans une émission cotée: voilà un moyen de financement de l'action politique qui doit en faire rêver plus d'un. Hélas, n'est pas Montand qui veut, et François d'Aubert a raison d'indiquer que lui, modeste député, ne vaut pas plus de 100 francs. Un ministre doit valoir dix fois plus, et il faudrait ajouter encore un zéro pour un présidentiable. Décidément, nous sommes loin du compte et les hommes politiques doivent remballer leurs rêves d'autofinancement.

Yves Montand, lui, peut tout se permettre. Vedette consacrée, il peut en outre donner des leçons de politique et de morale, et se faire payer pour cela, en s'appuyant sur une logique imperturbable. TF1, dit en substance Montand, est une chaîne privée, qui fait des émissions dans un but lucratif: il est tout à fait normal de participer aux bénéfices, en clair d'empocher 800 000 francs.

Certains ont cru voir dans ce contrat une provocation utile, révélant que la télévision obéissait à une logique mar-

chande. Mais personne n'a attendu le coup d'éclat de Montand (qui serait resté une simple opération fructueuse si *Le Canard enchaîné* ne l'avait pas dévoilée) pour découvrir la loi de la télévision privée. En outre, il n'y a pas provocation mais compromission si l'acte s'accompagne d'une prise de bénéfice. Quant à la logique, elle ne vaut que pour Montand lui-même, qui peut parler à Bouygues de puissance à puissance: tel n'est pas le cas de la grande majorité des invités de TF1, quelle que soit leur notoriété.

En fait, Montand a su jouer d'une ambiguïté: invité comme citoyen, candidat potentiel à la présidence, il s'est fait payer comme s'il faisait son métier d'acteur, et comptait gagner sur tous les tableaux - celui du fric vite gagné, celui de l'exemplarité morale et civique. Sacré Montand, toujours du côté du manche, en toute bonne conscience. Mais comment croire désormais en ses homélies, si tant est qu'on les ait jamais prises au sérieux ?

Sylvie FERNOY

Laos

La mort du roi

Au moment où, après trois ans d'isolement total, la dictature communiste laotienne tente une opération de séduction et d'«ouverture» envers l'Occident et en particulier la France, on apprend le triste sort de la famille royale.

On sait que le roi Savang Watthan, représentant d'une dynastie vieille de sept cent ans, était monté sur le trône en 1959 et avait contribué assez longtemps à préserver le Laos de la guerre extérieure et de l'éclatement intérieur, par son influence modératrice sur les diverses tendances qui déchiraient son pays. Durant leur combat pour le pouvoir, les communistes avaient toujours protesté de leur fidélité au monarque unanimement respecté par la population et notamment par les plus pauvres.

Contrairement à leurs engagements et à leurs déclarations répétées, les communistes ont placé le roi, la reine et le prince héritier dans le camp de concentration n°1 du goulag laotien. Selon un témoignage exceptionnel publié le 13 décembre 1987 par le «Bangkok Post Sunday», il semble que le prince héritier soit mort - vraisemblablement de faim - le 2 mai 1978. Son père, incapable de survivre aux travaux forcés qu'on lui imposait, se serait laissé mourir onze jours après, il avait alors 70 ans. La reine serait morte 12 décembre 1981, dans des souffrances morales atroces.

C'est la première fois que ces informations sont portées à la connaissance de l'Occident. Elles semblent vérifiées et recoupées. Elles tendent à prouver que la nature du communisme, de 1918 à nos jours, n'a guère changé.

F.A.

(1) Nous publierons dans le livre de presse du prochain «Lys Rouge» une reproduction de cet article rédigé d'après le témoignage d'un jeune Laotien échappé du camp n°1.

Vietnam

Anniversaire d'un chiffon de papier

Peut-on faire confiance aux Communistes au point de signer des traités avec eux ? Question très actuelle.

Parlez-en aux anciens Sud-Vietnamiens.

Qui a oublié qu'en janvier 1973, il y a quinze ans, les Etats-Unis, représentés par Henry Kissinger, et le Nord-Vietnam, par Le Duc Tho signèrent un accord de paix à Paris, bientôt contresigné par le président Sud-Vietnamien Thieu ? Un prix Nobel de la Paix récompensa un si bon mouvement. En mars 1975 les Nord-Vietnamiens attaquaient Ban Me Thuot. Le 30 avril leurs chars étaient à Saïgon. Bientôt ce serait les camps de rééducation, les boat-people, l'invasion du Cambodge, etc. Un colloque à la portée symbolique extraordinaire - il avait lieu avenue Kléber, là-même où l'accord de 73 a été négocié, en présence de très hautes personnalités américaines, dont Kissinger lui-même - était organisé les 3 et 4 décembre derniers par des résistants vietnamiens et des intellectuels français et américains.

Voici la description - sur laquelle anciens militaires américains et anciens journalistes de guerre semblent d'accord - de l'attaque qui devait entraîner l'effondrement du Sud-Vietnam. 1/ Les Nord-Vietnamiens tentent une opération limitée à une province. Ils lèvent les yeux et ne voient pas de bombardiers américains. 2/ Donc ils poussent. Toujours pas de B 52. 3/ Alors, dans une certaine improvisation, ils foncent sur Saïgon et ils gagnent.

Pourquoi les Américains ont-ils laissé tomber le président Thieu ? Les responsables de l'aviation américaine «n'avaient pas d'ordres»... Pour les participants à ce colloque l'erreur des Américains est de n'avoir voulu qu'une guerre limitée, avec le moins de morts

aller se battre, l'opinion américaine s'est retournée. La question qui reste posée est : - une démocratie peut-elle soutenir



■ Kissinger accusé d'abandon par les Vietnamiens.

possibles (ce qui laisse rêveur quand on considère le nombre des victimes de part et d'autre)... Et le moins de dégâts économiques. (Il est vrai que la population vietnamienne n'a cessé d'augmenter durant trente ans de guerre. Rien à voir avec la tentative de génocide perpétrée actuellement par les Soviétiques en Afghanistan). Le 25 avril 1973, le Congrès avait interdit tous bombardements ou «actions militaires» américains en Asie du Sud-Est. Et de rappeler que l'Amérique n'avait jamais déclaré la guerre en bonne et due forme à Hanoï. Beaucoup ont voulu voir dans cette situation ambiguë la raison même de l'échec. Là il s'agirait de savoir qui a raison. Ce militaire américain qui déclare que les Etats-Unis ont eu peur d'un affrontement nucléaire direct avec l'Union soviétique, ou Olivier Todd qui estime - aujourd'hui - que cette peur était sans fondement ?

FAIBLESSE DES DEMOCRATIES

Le point sur lequel tout le monde s'accorde est que l'Amérique a perdu la guerre du Vietnam chez elle. Au moment où un grand nombre de jeunes ont dû

une guerre de longue durée, quand elle ne se sent pas vitalement menacée ? La réponse que donne l'expérience du Vietnam est non. La démocratie américaine peut réagir efficacement pour l'île de la Grenade (une action rapide, engageant des moyens limités, avec une mise à l'écart de la presse), La Grande-Bretagne peut réagir (à peu près dans le même esprit) aux Malouines... Quant à soutenir un effort suivi...

Mais qu'est-ce que la démocratie ? D'abord des débats d'idées, donc des intellectuels. Et ils étaient nombreux à ce colloque ceux qui, Américains ou Français, par mauvaise conscience d'Occidental, avaient refusé de soutenir le Sud-Vietnam jugé corrompu par l'Occident, et avaient souhaité la défaite de l'Amérique. Et aujourd'hui, ils ont la même mauvaise conscience, ils se jugent coupables d'avoir favorisé l'instauration d'une dictature impitoyable. Il était pathétique de voir Kissinger, accusé durement par des Vietnamiens de les avoir abandonnés, défendu par un ancien radical américain qui déclarait : «si vous voulez insulter quelqu'un, insultez-moi». Mais se sentir coupable de tout ne

Atlantique

La France et l'O.T.A.N.

libère pas les opprimés et ne garantit pas que demain il n'y aura pas de nouveaux idéalistes, de nouveaux pacifistes, de nouveaux isolationnistes pour obliger les Etats-Unis à abandonner l'Amérique centrale, ou l'Europe...

Et Kissinger, qui a donc soutenu l'effort de guerre américain, de quoi est-il coupable ? D'après Alain Besançon, d'avoir cru que le monde communiste était symétrique au monde occidental avec des diplomates faisant de la diplomatie, des journalistes faisant du journalisme et des militaires de la stratégie. Dans le monde communiste tout serait interchangeable et ce que nous analysons comme des « changements » est le plus souvent de la désinformation. Kissinger est coupable d'avoir fait son métier comme si cela avait un sens avec un ennemi qui ne pensait qu'en termes de propagande. Pourtant l'intéressé estime encore aujourd'hui que l'accord de 1973 était un bon accord, et que seul un concours de circonstances - la chute de Nixon - a empêché que le monde libre en tire avantage.

Quel bilan tirer de ces événements pour les négociations actuelles entre Américains et Soviétiques ? L'idée générale du colloque est que ces derniers sont tout de même des interlocuteurs plus crédibles que les communistes vietnamiens. On attend avec impatience la publication des débats de ces deux jours pour mieux mesurer les enjeux. Quand le « monde libre » saura comment se comporter face à ses ennemis, moins d'erreurs et de lâcheté seront commises.

Frédéric AIMARD

Colloque des 3 et 4 déc. 87, organisé par le Comité International Trần Văn Ba et le Committee to Rethink Vietnam, avec E. Leroy-Ladurie, Edward Behr, J. Broyelle, A. Glucksmann, D. Horowitz, N. Podhoretz...

La France doit-elle réintégrer l'O.T.A.N. ? La question va redevenir actuelle en 1988.

On pouvait craindre que l'accord F.N.I. et les déclarations de Reagan sur un monde non-nucléaire suscitent une nouvelle vague de pacifisme à l'Ouest. Nous assistons à l'inverse: à une pression sans précédent pour que la France réintègre l'organisation atlantique. Ce sont les arrière-pensées de certains Allemands qui approuvent la création de la brigade commune et du conseil de défense, d'Anglais qui proposent un emploi conjoint des sous-marins nucléaires; de Français dont on peut s'interroger sur les motifs sinon qu'ils constituent déjà le non-dit de bon nombre de discours sur le désarmement.

Le plus brillant des conseillers de l'ombre, le directeur de l'Institut français de relations internationales (IFRI), Thierry de Montbrial, a déjà présenté l'argumentaire de ce que les hommes politiques ne peuvent encore que penser tout bas. Il a l'habileté de rattacher l'évolution qu'il préconise au pragmatisme du général de Gaulle. Sa décision de se retirer de l'organisation intégrée répondait selon lui à deux motifs: ne pas être engagé contre sa volonté dans un conflit extérieur; renforcer la crédibilité de la dissuasion dans la perspective d'un retrait américain. Montbrial montre que ces raisons qui militaient hier pour un retrait sont celles-là même qui poussent aujourd'hui à l'intégration.

Premier constat des thuriféraires de l'Alliance: la marge de manœuvre que de Gaulle nous a donnée dans le tiers-monde après la fin de la guerre d'Algérie et, peut-on ajouter, la reconnaissance de la Chine populaire, est désormais épuisée.

Second constat: l'option zéro n'est qu'une phase de la tendance à l'érosion de la crédibilité de la dissuasion pour des raisons fondamentalement politiques, psychologiques et sociologiques.

D'où l'on tire deux axes pour une nouvelle stratégie: nos priorités sont en Europe; l'abandon d'une posture de non-belligérance ou de splendide isolement sur le continent aura pour prix l'admission de notre impuissance dans le reste du monde, point de vue défendu également par François Heisbourg, premier Français à la tête de l'Institut londonien d'études stratégiques. Second axe: nous ne retrouverons une quelconque prééminence en Europe que si nous nous donnons les moyens d'être présents sur tous les champs de bataille virtuels et jamais si nous en restons au tout nucléaire. En bref, la force d'action dite « rapide » ne doit pas être l'exception qu'elle est dans une stratégie d'ultime avertissement, mais la règle dans la mesure où les Soviétiques ont désormais pour tactique le recours à des opérations d'encercllement. Il n'y aurait pas de percée au centre sur le front allemand, mais des prises de gage aux extrêmes, dans le nord polaire ou sur les détroits, en Norvège ou en Turquie. Qui voudra mourir pour Narvik ou les Dardanelles ?

Il ne faut pas mésestimer la force d'un tel raisonnement. Le talon d'Achille en est pour le moment l'idée répandue dans le grand public que l'intégration signifie la soumission au commandement américain. C'est ce qui avait permis à l'époque à de Gaulle de faire accepter l'idée de retrait contre, il faut

s'en souvenir, un puissant tir de barrage des mêmes courants qu'aujourd'hui munis de raison tout aussi intelligentes.

Que les Etats-Unis soient moins directifs, que le commandement suprême soit confié, comme le suggère Kissinger, à un Européen, à un Français, à la mesure de nos nouveaux engagements, l'opposition risque d'être nettement diminuée. Les partisans du statu quo seront de plus en plus sur la défensive. L'intégration sera même vue comme la chance unique de la France en 1988 dans l'intervalle qui séparerait l'accord sur les FNI et un accord sur les forces conventionnelles et nucléaires tactiques. Avant, elle était inutile; après, elle le redeviendra, l'Amérique se sera définitivement repliée sur elle-même. C'est le moment d'agir. Après il sera trop tard !

Seule la perspective de l'élection présidentielle freine l'émergence du débat public. Le sommet de Moscou à la mi-88 pourrait lancer la campagne comme en parallèle aux présidentielles américaines. Il faudra d'ici là répondre aux sophismes qui viennent d'être résumés et dont chacun contient une part de vérité quoique indissolublement mêlée à l'ivraie.

Yves LA MARCK

Références: Montbrial à « Commentaires » et Heisbourg à « Politique internationale », les deux grandes revues « libérales ».

Yves LA MARCK
MONARCHIE
et
POLITIQUE
ETRANGERE

Prix franco 97 F

Comprendre les

● **Royaliste:** Quel but poursuivez-vous en publiant ce livre ?

Michel Jobert: J'ai voulu faire ce que j'avais conseillé à Kissinger après la publication de ses Mémoires à base de rapports du « State department » ravaudés avec quelques notations personnelles. J'attendais de lui une sorte de memento de politique extérieure américaine valable pour les cinquante années passées et les vingt années à venir. Lorsque je l'ai vu en 1982 à New-York, Henry Kissinger m'a dit: « *C'est beaucoup trop difficile à faire...* » Je lui ai répondu: « *Méfiez-vous, car si vous déclarez forfait, je serai assez fou pour tenter de le faire* ».

● **Royaliste:** Quelles ont été les réactions américaines ?

Michel Jobert: C'est un livre qui rend les Américains silencieux. Aux Etats-Unis on n'aime pas que les étrangers s'occupent de cette grande république. C'est ce qu'exprimait un metteur en scène anglais, John Schlesinger, à un journaliste de *Libération*: « *Nous sommes des pays de vieille civilisation et nous avons dominé notre histoire, nous pouvons l'aborder avec humour. Tandis que les Américains ont une histoire courte et n'ont pas d'humour* ». Pourtant, les Américains ont maintenant quelque chose de vieux chez eux: ils ont la plus vieille démocratie du monde, qui a conservé la même constitution depuis deux siècles, même si elle l'a quelques fois amendée. On dit souvent que c'est un pays jeune, mais je ne le crois pas. Il a de l'expérience et est devenu d'autant plus vieux qu'il a préservé, la plupart du temps, son isolement: sauf sur son continent où l'expansion a toujours été très vigoureuse et « cocardière ». Les Américains ont exercé à l'extérieur une po-

litique de puissance dont ils s'aperçoivent, même s'ils répugnent à aborder cette préoccupation directement, qu'ils vont devoir en sortir.

● **Royaliste:** Et en France ? Votre livre a-t-il réveillé des passions ?

Michel Jobert: J'ai tenté d'être équitable. Pourtant la lecture de ce livre a donné à un certain nombre de personnes - en France les américanolâtres existent depuis bien longtemps - des poussées d'urticaire, voire de rage... Depuis, sont arrivés la crise monétaire et cette curieuse conversation qui a commencé il y a un an à Reykjavik entre deux personnes qui se détestaient et, tout d'un coup, se sont mises d'accord; Cela m'a en quelque sorte « protégé » contre les américanolâtres.

● **Il n'est pas courant qu'un homme politique français analyse la politique américaine...**

Michel Jobert: J'ai essayé de décrire la politique des Etats-Unis depuis 1945, année où ils ont assumé l'Empire. Cet état de fait n'a duré que jusqu'en 1960. Depuis lors, cela n'a été qu'un camouflage: le public américain ne s'est pas aperçu que son pays avait été rattrapé par l'URSS. Les Présidents qui se sont succédé n'ont jamais dit à quel point les positions américaines étaient entamées par l'Amérique elle-même et par ses choix économiques et monétaires: tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse... Par ailleurs, les Etats-Unis ne pouvaient plus contrôler l'Union Soviétique; d'où une politique de partage et d'endiguement de cette puissance. La première partie du mandat Reagan a été le dernier camouflage du déclin de l'empire américain, à travers l'exaltation de la puissance et de l'excellence américaines. Reagan a été le dernier sursaut chauvin, glorieux... des Etats-Unis. Alors

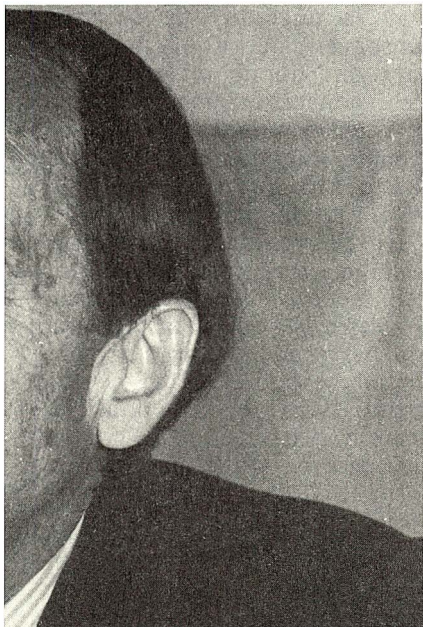


que le temps de Nixon a été une sorte de pratique assez lucide des possibilités qui restaient pour tenir un certain nombre de positions et lâcher les autres. Quand on la regarde de près, la politique extérieure américaine, décrite justement par tous les Européens comme une politique imprévisible, est « pendulaire ». Pendant deux ou trois ans, les Présidents veulent appliquer leur programme qui est généralement le contraire de ce qu'a fait le prédécesseur. Après ce délai ils s'aperçoivent qu'il ne suffit pas de vouloir pour que les choses se réalisent et ils reviennent à une vue plus juste. Carter en a été réduit à retourner à la fermeté de ses prédécesseurs. Reagan, lui, est parti de la fermeté et il aboutit au camouflage. Dans mon livre, j'exhorte les Américains à constater pour eux-mêmes où ils en sont aujourd'hui, c'est-à-dire sur la défensive... Mais les empires coloniaux sont fatalement sur la défensive.

Nous sommes en présence de deux empires coloniaux. L'un, traditionnel et lugubre, qui s'appuie sur le pouvoir politique

Nous avons reçu Michel Jobert à l'occasion de la publication de son dixième ouvrage: « *Les Américains* ». Il nous aide à comprendre les oscillations de la politique d'un empire aujourd'hui sur la défensive.

Américains



et l'armée. L'autre, qui vient d'un horizon économique et monétaire, et qui règne de cette façon. Il faut que les Etats-Unis se considèrent comme un pays parmi d'autres. C'est un sacrifice énorme pour eux, car les Américains pensent, depuis les premiers pas de leur République, que Dieu les a désigné pour faire régner la paix et la justice dans le monde. Ils n'arrivent pas à penser qu'ils peuvent avoir des mobiles médiocres, humains.

Ce qui frappe quand on regarde la politique extérieure des Etats-Unis c'est que, lorsque les événements ne prennent pas la tournure qu'ils souhaitaient, ils interviennent. Une étude très bien faite du *Wall Street Journal* rappelle toutes les interventions américaines en les classant en deux catégories: l'une, très longue, pour lesquelles le Congrès n'avait pas été consulté, et l'autre beaucoup plus courte qui récapitulait les interventions pour lesquelles sont accordés tout de même être demandés. C'est une politique très dangereuse. Je dois heurter leur sensibilité lorsque je sug-

gère aux Américains de pratiquer une politique étrangère plus fine et, surtout, de ne pas se placer en position d'avoir à intervenir. Il ne faut pas que leur politique soit constituée par une succession de «coups», mais inspirée par une sorte de doctrine qui arme la résolution de tous les négociateurs américains.

● **Royaliste:** Les mouvements de pendule de la politique étrangère américaine sont-ils liés à la brièveté du mandat présidentiel ?

Michel Jobert: Oui, mais c'est un mandat qui peut être renouvelé. Cependant on sait bien qu'on se fourvoie en proclamant un programme. Les présidents doivent tout de même apporter quelques preuves évidentes de bonne volonté vis-à-vis de leur propre programme. Ils sont ensuite obligés de faire basculer l'opinion dans un sens opposé. C'est une opération difficile. Le mandat est bref parce que les Américains, notamment les pères fondateurs, se sont méfiés des pouvoirs. Ils les ont opposés les uns aux autres de façon à ce qu'aucun ne puisse émerger. C'est une des raisons des faiblesses de la politique américaine. Si le président des Etats-Unis essaie d'éviter d'aller devant le Congrès dès qu'il intervient à l'extérieur, c'est parce que celui-ci répond trop souvent non. De plus, après le Vietnam, l'opinion publique n'accepte plus que les troupes américaines soient impliquées durablement sur un territoire étranger.

Il faut comprendre que la méfiance n'est pas considérée comme un des défauts de la République américaine, mais comme une des précautions fondamentales. Le pouvoir exécutif se sert d'ailleurs de ces difficultés, qui sont endémiques, comme d'un prétexte dans les négociations. En ce qui me concerne j'ai toujours répondu:

«Ce n'est pas mon affaire; nous aussi nous avons des problèmes avec notre Parlement, mais nous ne vous en parlons pas». Pourquoi voudrait-on que ce soit une préoccupation fondamentale pour nous de savoir si tel ou tel sénateur va soutenir ou non le président ?

● **Royaliste:** Que pensez-vous de la dernière conférence de Washington ?

Michel Jobert: C'est l'esprit de Yalta qui continue, c'est-à-dire le partage du monde entre deux puissances. Les Russes ont retrouvé la parité politique et militaire avec les Américains. Ces deux pays qui sont - à bien des égards - en rivalité, ne mettent rien au-dessus de leur possibilité de s'entendre. Ce sont des partenaires-adversaires. Lorsqu'ils sentent qu'il y a du «flottement» dans leur camp, ils adoptent une politique plus dure et demandent à leurs satellites de se ranger derrière eux. De temps en temps, ils jouent la détente, mais celle-ci a bien entendu des conséquences sur les satellites des deux camps qui peuvent essayer de trouver des espaces de liberté.

La dernière conférence de Washington a été une opération médiatique extraordinaire, mais il ne s'est rien passé; sinon que l'Europe était absente. Qu'aurait-elle été faire là-bas ? Les Russes n'en voulaient pas, les Américains non plus, et ils parlaient entre eux. Quant aux conséquences... Il y aura probablement des surenchères soviétiques car M. Reagan a payé comptant sans rien obtenir en retour, ni sur un éventuel retrait des troupes soviétiques en Afghanistan, ni sur l'Afrique, ni sur l'Amérique du Sud ou l'Amérique Centrale.

Les Russes et les Américains n'ont pas opéré de désarmement. Ils ont remplacé des

armes dépassées dont ils n'avaient pas besoin par la perspective d'armes plus performantes: avec moins, tuer mieux. Bien sûr, on présente cela comme un premier pas, modeste, vers un désarmement universel...

● **Royaliste:** Quel doit-être, selon-vous, le jeu de la France face aux empires ?

Michel Jobert: La première résolution dont nous devons faire preuve concerne notre défense. Si nous n'avons pas cette résolution, tout est perdu. Depuis 1957, avec la décision de Félix Gaillard de doter la France de l'arme nucléaire, les gouvernements successifs ont considéré que la volonté des Français d'en découdre n'était pas telle que le système de l'OTAN puisse assurer notre défense. Il fallait le moyen moderne, peu coûteux, et contestataire, qu'était la bombe atomique, les Français s'y sont ralliés. Désormais, c'est l'index du Président qui compte. Notre doctrine est restée celle de la dissuasion, c'est-à-dire faire très peur avec peu. Si nous comptons encore internationalement, c'est à cause de cela.

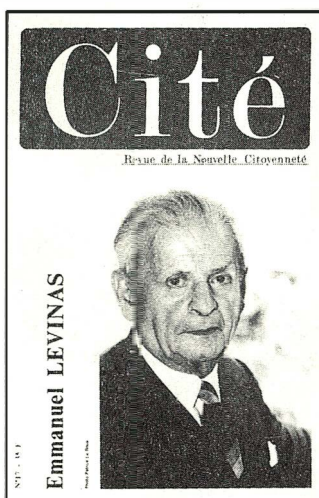
Qu'avons-nous d'autre ? La «vocation universelle de la France» qui agace tant nos amis étrangers, est en réalité un besoin intérieur des Français. Ils ont besoin de se reconnaître dans quelque chose de grand, qui ait de la perspective. Il faut que l'ambition nationale soit portée très loin. C'est ainsi que les Français se reconnaissent depuis de nombreuses années en tant que nation.

On peut conduire en théorie, plusieurs politiques étrangères avec des variantes, des sous-variantes... mais alors elles sont toutes mauvaises.

propos recueillis
aux «mercredis de la N.A.R.»
par Alain SOLARI

Nos Maîtres

Un autre Bainville



Le N°17 - décembre 1987 - de la revue « Cité » (72 pages) est consacré à un dossier Emmanuel Lévinas :

- Une pensée autre, une pensée de l'autre (Pierre ZALIO)
- Entretien avec Emmanuel Lévinas
- Emmanuel Lévinas et la question du politique (Joël DOUTRELEAU et Pierre ZALIO)
- Le discours lancinant d'Emmanuel Lévinas (Xavier TILLIETTE)
- Eloge de l'Etranger (Joël DOUTRELEAU)
- Un discours d'E. Lévinas sur Gabriel Marcel

Dans ce n° 17 on pourra lire de plus les articles suivants :

- Judaïsme et psychanalyse (compte-rendu d'une conférence d'Armand Abécassiss)
- La France vue - et détestée - par les Allemands (Luc de Goustine)
- Revue des revues : « Paysages »
- Théâtre : « Personnages royaux aux Festival d'Avignon » (François BOURGUIGNON)
- Du gouvernement royal selon saint Thomas (Bernard BOURDIN)

BULLETIN DE COMMANDE

Nom

Adresse

☐ s'abonne pour 4 n° (125 F)

☐ commande le n° 17 (35 F)

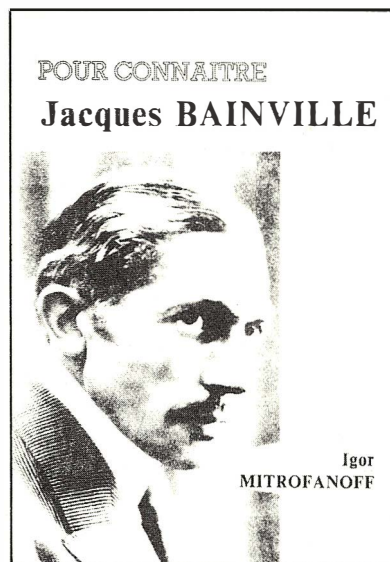
Versements à l'ordre de « Cité »
CCP 23 982 63 N Paris

Jacques Bainville, dont nous avons commémoré en 1986, le cinquantenaire de la mort, a influencé non seulement la pensée royaliste du XXème siècle, mais aussi durablement la vision de la France, de son histoire, de son destin...

L'ouvrage d'Igor Mitrofanoff constitue, de son aveu même, une initiation, une première approche d'une œuvre aujourd'hui méconnue, celle de Jacques Bainville, l'« historien-journaliste » qui donna, au commencement de ce siècle, au néo-royalisme de l'Action française, son infrastructure historique. Né au lendemain de l'humiliation de 1870, dans une famille lorraine installée à Paris, Bainville devient royaliste en méditant l'exemple de l'Allemagne impériale. Pourtant, il demeurera bien différent de ses amis Maurras et Daudet; même pas « antidreyfusard », Bainville occupera toujours une place originale au sein de l'Action française, par ses manières calmes, et le ton de modération qui caractérisa ses écrits.

En 1915, en pleine guerre, Bainville publie son *Histoire de deux peuples*, dans laquelle il met en pratique sa conception explicative, révélatrice, de l'histoire. La France, dit-il, a toujours eu à craindre la menace allemande et ce passé « devient une source précieuse de réponses à nos incertitudes immédiates et futures. » Selon le même principe, Bainville prévoit, dans *Les conséquences politiques de la paix*, dès 1920, les erreurs de l'après-guerre, la renaissance des ambitions germaniques, et à terme, le caractère inéluctable d'un second conflit.

Car pour le penseur de l'Action française, c'est le « Politique d'abord », qui régit le cours des temps. *L'Histoire de France* qui paraît en 1924, tente de démonter l'enchaînement des



actes de notre aventure nationale, pour y souligner l'importance fondamentale de la dynastie capétienne. Dans un style clair, avec peu de dates, Bainville met en relief les événements clefs, qui lui semblent porter sens. En présence de lois naturelles immuables - données géographiques ou psychologiques -, un empirisme prudent doit être de règle. Toute innovation téméraire conduit à l'anarchie puis à la dictature;

d'où la nécessité de ce sage conservatisme, dont nos rois nous ont donné maints exemples: conserver pour adapter, sans but suprême au bout du chemin; car Bainville ne croit guère aux idéologies, ni à l'évolution historique.

Est-ce d'avoir réussi le pari d'une écriture « partisane sans être sectaire » - et malgré ses faiblesses -, que Bainville fut l'un des esprits les plus écoutés de son époque. Même si son auteur semble bien oublié, nombre d'aspects de la vision unificatrice qu'il promut de notre histoire nationale, paraissent bien être en passe d'emporter l'assentiment général. Les discours qui ont été tenus tout au long de cette année du Millénaire capétien, le prouvent abondamment. Peut-être n'est-il pas indifférent de rappeler que Bainville exerça une notable influence sur la réflexion de de Gaulle, auquel beaucoup aujourd'hui se réfèrent ?

L'ouvrage d'Igor Mitrofanoff aura le mérite de nous révéler l'origine d'une vision moderne de notre histoire, qui ne cesse en outre, d'apporter des arguments pertinents au bien fondé de la cause monarchique.

Philippe DELORME

Igor Mitrofanoff, *Pour connaître J. Bainville*, Editions de Royaliste 1988, 175 p.: 100 F franco.

la nouvelle action royaliste

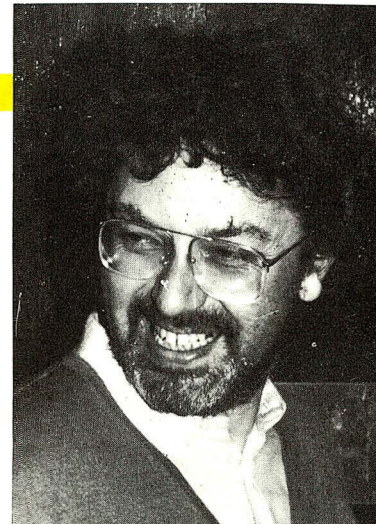
sur minitel

Pour en savoir plus ...

36.15 tapez AGIR*NAR

Le choix de Dieu

Gérard Leclerc



Quelques mois après l'arrivée à Paris d'un nouvel archevêque, Jean-Marie Lustiger, j'avais publié dans «Royaliste» un article où j'expliquais «la grâce qui nous est donnée». Le beau travail accompli par Jean-Louis Missika et Dominique Wolton dans leur livre d'entretiens avec le cardinal me permet, quelques années après, de mieux justifier encore mon sentiment. L'ampleur de la réflexion m'oblige à me limiter à deux points, solidaires dans mon esprit. Dès 1981, je l'indiquais: le fait que Jean-Marie Lustiger soit né juif et qu'évêque de l'église catholique il se réclame encore de cette judéité constituait un signe en notre siècle et éclairait de l'intérieur le destin proche et lointain de l'Occident. Nous comprenons mieux encore pourquoi en lisant Le choix de Dieu.

Un garçon de quatorze ans, fils d'émigrants juifs polonais, petit-fils de rabin, se convertit au catholicisme et se fait baptiser en 1940 à Orléans. Quelques mois plus tard, sa mère se fait arrêter et meurt à Auschwitz-Birkenau, alors que la quasi totalité de la famille restée en Pologne est anéantie. On mesure l'extraordinaire tragique de la situation. Comment le baptême de ce jeune juif pourrait-il constituer une trahison à l'égard de son peuple, alors que lui-même a la conviction d'un accomplissement. Son adhésion au Christ, c'est la reconnaissance du messie d'Israël manifesté aux nations. En même temps, comment ne se sentirait-il pas solidaire de ce peuple soumis à la plus atroce des persécutions, voire même à l'extermination ? On peut faire le rapprochement avec Edith Stein, cette grande figure juive du Carmel, au moment de son arrestation qui la vouait aux chambres à gaz de Birkenau: «Viens, dit-elle à sa sœur arrêtée avec elle, nous allons pour notre peuple».

Aux implacables dialecticiens qui s'indignent d'une «impossible» double appartenance au judaïsme et au christianisme, on demandera si la fidélité au Dieu d'amour exige vraiment la séparation d'avec le peuple de la promesse, martyrs. On peut demander aussi, si le destin tragique de ce peuple n'est pas sans quelque rapport avec la fidélité à une vocation, inscrite dans l'histoire. Au demeurant, le texte si mystérieux et complexe de Paul dans l'épître aux Romains, a toujours donné à penser à l'Eglise que la reconnaissance de Jésus le messie par son peuple s'accomplirait à la fin des temps. Mais dans l'entre-deux, les pérégrinations et tribulations de ce peuple sont-elles sans rapport avec sa fidélité à l'Alliance ? Je l'ai écrit ici à propos du procès Barbie, il est trop évident que la persécution et la shoah atteignaient directement le christianisme dont la disparition était le terme logique après celle du peuple juif. Le cardinal Lustiger exprime cela à propos de l'antisémitisme: «La manière dont les nations ou les générations traitent les juifs est un révélateur - c'est ma conviction personnelle - de ce qu'elles font du Christ, et ce qui est dit contre les juifs juge ceux qui le disent... C'est pourquoi l'antisémitisme ne peut être complètement assimilé au racisme ou à la xénophobie. C'est l'un des enjeux spirituels les plus graves de l'histoire».

Léon Poliakov a montré comment, avec l'Europe des Lumières, s'était constitué l'antisémitisme moderne foncièrement différent de l'antijudaïsme d'origine chrétienne. Le cardinal ne dit pas autre chose: «Durant le premier millénaire, toute l'Europe chrétienne a revendiqué l'héritage d'Israël; elle s'en est même enorgueillie jusqu'à la jalousie; les générations chrétiennes ont reproché aux juifs de ne pas être fidèles à leurs pères et à leurs prophètes; ils n'ont jamais douté de l'Histoire sainte de Dieu avec Israël. C'est une vue inexacte de l'histoire de l'Occident que de projeter la radicalisation idéologique moderne d'un antisémitisme

athée et politique sur un passé religieux où chrétiens et juifs vénéraient le même héritage. La problématique antijuive ne suffit pas expliquer les camps de concentration». L'antisémitisme moderne est radical parce qu'il est un antithéisme, il veut détruire cette singularité religieuse que dénonçaient Voltaire et Diderot.

C'est dire à quel point cette question est au centre de notre culture occidentale et comment elle ne cesse de se poser aujourd'hui. Le rationalisme moderne, parce qu'il rejette toute intrusion de Dieu dans l'histoire, fonde une forme d'humanisme où l'homme se trouve dépourvu «de sagesse, de la saveur du vrai et de la joie du bien». Nous sommes ici au cœur du livre, au face à face de l'intelligence chrétienne de l'histoire et de l'homme, et de la pensée rationaliste qui entend construire un monde sans Dieu. Certains chrétiens - et avant eux certains juifs marqués par la pensée des Lumières - ont été sensibles à cette sécularisation où ils n'ont vu qu'une libération. Cela a eu des conséquences graves pour l'Eglise elle-même dont toute une tendance a voulu l'effacement. Le christianisme était atteint dans sa substance dès lors que les sciences humaines remplaçaient, par exemple, la théologie et la spiritualité. En même temps l'enfouissement des chrétiens dans la cité séculière empêchait toute visibilité d'une Eglise qui n'avait plus aucune légitimité sociale.

Contre cette conception suicidaire, Jean-Marie Lustiger s'est élevé très tôt. Aumonier en Sorbonne, il s'opposait déjà à une tendance tenace qui devait s'épanouir dans les années soixante. Aussi bien, face au mouvement de désintégration ecclésiale qui s'empare d'une partie du clergé après 68, il s'enracine dans la vie liturgique et sacramentelle de la paroisse. Il refuse de toutes ses forces la disparition du sacerdoce ministériel. En même temps, il analyse les phénomènes sociaux avec profondeur et sens de ses responsabilités. A propos de 68 précisément, on retiendra que tout en reconnaissant la valeur des intuitions de Maurice Clavel, il ait été sensible plus que d'autres aux dangers de destruction sociale et psychologique. «A mes yeux, cela était dramatique. J'en ai parlé avec quelques universitaires déconcertés: c'est la résurgence de l'irrationnel, leur ai-je dit, ils ne se rendent pas compte des symboles qu'ils manient. Ce peut être le début d'un vrai fascisme. Le gauchisme nihiliste peut être l'image inversée du nihilisme nazi (...) Une autre chose m'a surpris, c'est de voir à quel point la société était fragile. A certains moments, nous avons eu le sentiment qu'il n'y avait plus d'adultes nulle part !».

Le sens des responsabilités d'un homme se juge en ces circonstances exceptionnelles. Malgré toutes les ouvertures possibles qui lui étaient faites, jamais le responsable du centre Richelieu ne consentit à établir un stand catho dans la foire sorbonnarde. Jean-Paul II ne s'est certes pas trompé en nommant au siège de Paris ce prêtre d'exception, traditionnel au plus haut point, moderne parce qu'établi dans une société dont il connaît les blessures secrètes et dans une culture dont il a repéré les failles abyssales, situé à l'intersection de l'éternel et de l'actuel, le choix de Dieu mêle de façon indissoluble l'itinéraire exceptionnel de l'archevêque de Paris et un regard pastoral sur notre monde qui a besoin de la lucidité et de la compassion de cet homme de Dieu.

Gérard LECLERC

Jean-Marie Lustiger - Le choix de Dieu - entretiens avec Jean-Louis Missika et Dominique Wolton. Editions de Fallois, prix franco: 129 F.

1789

La Révolution en 418 mots

Au moment où l'on commence de s'agiter autour du bicentenaire, il peut être intéressant de relever ce que l'on avait retenu des événements révolutionnaires quelques années après... à l'Académie.

Le « Supplément contenant les mots nouveaux en usage depuis la révolution » compte 418 mots. C'est peu en regard du bouleversement culturel et si l'on considère la part importante du vocabulaire technique et administratif qui le constitue. Et comme le fait justement remarquer I. Albaret qui préface l'ouvrage, pas de trace populaire dans le nouveau vocabulaire, la « République des professeurs » continue de s'adresser à la bonne société. A l'appui, voir la définition du sans-culotte: « nom donné d'abord à la classe la plus indigente du peuple, et dont on a voulu faire ensuite un titre honorable ».

On ne renie pas le jugement révolutionnaire sur les classes, *Aristocratie* désigne toujours « la caste des ci-devants Nobles et Privilegiés, et en général, les ennemis du nouveau Gouvernement », mais un *enragé* est celui « qui professe des principes ultra-révolutionnaires » et les excès sont condamnés: *noyade* « atrocités exercées en divers endroits et principalement à Nantes ». On reste prudent sur les acquis de la Révolution. Ainsi *Démocratie*: « se dit aujourd'hui dans le sens d'opinion, d'attachement à la Révolution, à la cause populaire. La Démocratie a vaincu l'Aristocratie ». Définition du concept aussi vide que l'était sous le Directoire la réalité qu'il prétendait désigner.

Ce supplément comporte non seulement des mots nouveaux, mais encore des acceptions nouvelles: *Liberté*: « en terme de Droit, la faculté de faire ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui et d'être gouverné par les lois

consenties, émanées de la volonté générale ou de ses représentants ». Remarquons le caractère laborieux de la syntaxe qui permet le glissement de la « faculté de faire » à la faculté « d'être gouverné » (sic) et comment de l'appréciation de l'individu, l'on passe à celle de ses représentants. Par ailleurs on notera l'apparition des mots *déporté*, *déportation*...

Si l'Histoire n'est pas jugée, le regard n'est pas tendre sur les nouvelles institutions et la définition du mot suivant en dit long sur l'atmosphère des assemblées: vocifération: « paroles accompagnées de clameurs, proférées dans une assemblée ». Quant au peuple, il n'est guère plus estimé que ses représentants lorsqu'il s'agit de le travailler, travailler des troupes: « exciter parmi elles le mécontentement, y fomenter l'esprit d'insubordination, chercher à les attirer dans une faction, etc. On a dit « travailler le peuple » dans un sens analogue ». Ce qui explique le vague donné à la définition de démocratie.

La lecture de l'ensemble des articles nous donne un lot d'anecdotes intéressantes sur l'époque (ex. anglomanie) mais montre un manque de conviction sur des points plus importants qui donne à croire que bien des mots nouveaux ne sont en fait, comme *citoyenne* qu'une simple qualification (2).

Sylvie TISSERAND

- (1) Les mots de la Révolution Ed. Le drappier, prix franco: 79 F.
(2) *Citoyen, enne*: « nom commun à tous les Français et autres individus des nations libres, qui jouissent des droits de citoyens. C'est relativement aux femmes, une simple qualification ».

Ombres chinoises

Pu-Yi, le mythe

Le drame vécu par le dernier empereur de Chine, tel qu'il est présenté par Bertolucci dans son film constitue la figure archétypale du prince déchu.

Tout ou presque, a déjà été dit par la presse, tant française qu'internationale, à propos des qualités et des défauts intrinsèques du film (1). Il serait donc vain de revenir dessus. Disons rapidement qu'il s'agit d'une œuvre somptueuse, réalisée dans un décor naturel, celui de la Cité interdite, que l'interprétation de John Lone et de Peter O'Toole est de toute première qualité et que la mise en scène est digne des meilleurs films de Bertolucci.

Le scénario est inspiré de l'autobiographie commandée à l'ancien empereur par le gouvernement chinois et rédigée au début des années 60 avec l'aide d'un journaliste officiel, et des Mémoires de Réginald Johnston qui, ayant été le précepteur de Pu-Yi, avait tenté d'en faire un prince occidentalisé.

Faisant œuvre de cinéaste et non d'historien, Bertolucci s'est-il trop éloigné de la vérité ? D'après Edward Behr (2), le véritable Pu-Yi était plus enfantin et plus veule qu'il n'apparaît dans le film. Dès lors on peut se demander si l'image que le réalisateur italien donne du personnage n'est pas un peu trop conforme à la propagande de la Chine communiste. Il est vrai que le film n'a pu se faire qu'avec la bénédiction des autorités. Ces dernières font le procès de l'ancien régime en présentant curieusement l'ex-empereur comme la victime d'un système qui faisait de lui le prisonnier de valeurs inhumaines. Le maoïsme lui aurait permis de comprendre ce qu'est la dignité humaine... Son autocritique en faisait un homme régénéré et réhabilité...



Du point de vue théâtral, Bertolucci montrant Pu-Yi captif au début de sa vie, à l'intérieur de la Cité interdite, otage des Japonais après 1934, puis, dans les années cinquante prisonnier des communistes, fait comprendre à travers cette métaphore de l'emprisonnement, le vrai drame d'un empereur confronté toute sa vie durant à une réalité à laquelle il ne semble rien entendre. Il y a là une magnifique figure de prince déchu, vivant le drame de tous ces autres princes qui, pour n'avoir pas pu rattraper leur siècle, ont eux aussi perdu leur trône.

Nicolas PALUMBO

(1) « Le dernier empereur », film italo-britannique, 1987.

(2) E. Behr, *Pu-Yi, le dernier empereur*, Robert Laffont 1987, 357 p., 108 F franco (cf. notre critique dans le « Lys Rouge » n°35 - 20 F).

■ Nous n'aurons probablement pas le temps ni la place d'en parler, mais nous conseillons vivement à nos lecteurs, en particulier aux passionnés de l'Albanie qui sont nombreux parmi nous, l'excellent film que Liria Begeja a tiré du livre de I. Kadaré: « Avril brisé ». A Paris au Ciné-Beaubourg, au Cluny Palace, au 3 Balzac.

MERCREDIS DE LA NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 21 F).

Mercredi 6 janvier - Tout le monde, peu ou prou, à temps et à contre-temps, se réclame aujourd'hui de la pensée du général de Gaulle. Mais les gaullistes véritables ne sont pas légion... Guy LECLERC-GAYRAU l'est incontestablement, et depuis longtemps. C'est à ce titre que son dernier livre «La rose et le lys - Mitterrand ou l'ambition de l'histoire» est particulièrement intéressant. Au-delà de la simple biographie du Président de la République, il y montre comment «entamé sous le signe de la rose, ce septennat peu ordinaire se sera terminé sous l'emblème du lys». A la veille de l'élection présidentielle, c'est un axe de réflexion à ne pas manquer.

SARTHE

Bertrand Renouvin, directeur de Royaliste et Nicolas Lucas, délégué régional, seront au Mans le vendredi 15 janvier. Au programme: rencontre avec les étudiants, avec la presse, et en soirée conférence-débat à 20 h 30 au Palais des Congrès, sur le thème: «Une monarchie constitutionnelle: pourquoi, comment?».

Pour assurer le succès de cette journée royaliste dans la Sarthe, des cartons d'invitation seront disponibles dès le 21 décembre. Demandez-nous en pour les distribuer autour de vous. Pour tous renseignements complémentaires, téléphonez au 43.84.13.37.

MAYENNE

Un groupe est en voie de constitution en Mayenne. Une réunion d'information est prévue au mois de janvier qui sera animée par Nicolas Lucas, délégué régional. Informations au 41.48.95.03 ou en écrivant à N. Lucas BP 2141 - 49021 Angers cedex.

Congrès

Réfléchir et décider

A l'instar de toutes les autres organisations politiques, la N.A.R. va tenir son congrès annuel les 23 et 24 janvier prochains à Paris. Cela serait banal s'il s'agissait d'un congrès comme tous les autres, à la fois grand'messe solennelle et cérémonie de prestige. Mais, comme souvent, la N.A.R. se distingue...

Réunir ses adhérents, leur faire écouter quelques beaux discours, leur faire approuver des motions préparées à l'avance, les faire communier dans un rite immuable, voilà très souvent à quoi se résume les congrès habituels des organisations politiques.

Depuis quelques années, à la N.A.R., nous avons cherché à innover, à sortir les congrès de ces ronrons traditionnels. Notre congrès se veut à la fois branché sur l'actualité et laboratoire de pensées et de décisions pour l'avenir immédiat.

Branché sur l'actualité, il l'est certes, par la discussion du rapport moral présenté par le Comité Directeur - à la fois justification et bilan critique de l'action menée et des positions prises depuis le dernier congrès - et par le vote d'une motion de politique générale qui nous engage pour l'année à venir.

Laboratoire de décisions, puisque, chaque année, le congrès «planche» en commissions de travail sur deux thèmes précis dont les sujets portent sur des questions où la N.A.R. aura à prendre position dans un avenir proche.

Cette année, les deux thèmes retenus sont: «Protection sociale et solidarité» et «Europe: la perspective 1992». Pour préparer notre réflexion, le Comité Directeur a déjà diffusé des «projets de motion» et nos adhérents ont été invités à proposer les leurs. De cette

confrontation, des travaux des commissions, naîtront des motions définitives qui serviront à fixer les positions de notre mouvement pour les années à venir (1).

Bien entendu le congrès est réservé aux seuls adhérents de la N.A.R. Mais comme il n'y a pas de condition d'ancienneté pour y participer, y faire entendre sa voix et contribuer aux décisions prises, il est encore temps, pour ceux de nos lecteurs qui hésitaient encore, de nous donner leur adhésion.

Matériellement, «adhérer» consiste à approuver notre «déclaration fondamentale», à remplir une demande d'adhésion et à régler sa première cotisation mensuelle. Nous souhaitons que vous soyez nombreux à vous décider à «franchir le pas» et à nous apporter cette aide qui nous est indispensable.

Yvan AUMONT

(1) Les axes de réflexion des deux commissions sont résumés dans l'encadré ci-contre.

Axes de réflexion pour préparer le congrès

Protection sociale et solidarité.

La crise de la sécurité sociale remet-elle en cause l'idéal de l'Etat-providence? Une solidarité sociale peut-elle fonctionner de manière autonome par rapport à l'Etat sans courir le risque d'accroître les inégalités? Les mesures récemment prises vont-elles dans le sens d'une solution durable? Dans les grands domaines de la solidarité nationale: famille, logement, maladie, retraite, chômage, quelles innovations, quelles mutations privilégier?

Europe: la perspective 1992.

L'acte unique sera-t-il une étape capitale de la construction européenne, ou plutôt une fuite en avant destinée à masquer les difficultés non résolues? L'abandon théorique de la règle d'unanimité, les pouvoirs confortés de l'Assemblée de Strasbourg, le renforcement souhaité de la coopération, notamment en politique étrangère, mettent-ils en danger l'indépendance de la France? Le marché unique constitue-t-il un péril majeur pour son économie? Sera-t-il le prélude à une Europe livrée au «libre-échange»? Ou, au contraire, ouvrira-t-il la voie à une coopération économique où chacun pourra trouver son intérêt?

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom: _____
Prénom: _____
Date de naissance: _____ Profession: _____
Adresse: _____

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à:

«Royaliste», 17, rue des Petits-champs, 75001 Paris

Trois vœux civiques



Puisque les premiers mois de la nouvelle année seront dominés par la campagne électorale, il est naturel d'exprimer quelques vœux quant aux tâches à accomplir. Cela sans prétendre présenter un programme complet ou un projet d'ensemble mais pour inciter à la réflexion et au débat, dans des domaines où les retards, les carences et les routines sont manifestes.

Le premier vœu, à très court terme, serait que la campagne électorale soit l'occasion d'un véritable débat. Nous avons souvent décrit l'effondrement des modèles de société, l'épuisement des projets, la faillite des programmes, l'impression de vide qui s'ensuit, la gestion résignée qui tient lieu de politique, et la réduction des enjeux aux stratégies rivales des hommes et des partis. Il n'y a là aucune fatalité, mais seulement une attitude de facilité, dictée par le goût des situations acquises dans la crainte subséquente de mécontenter des clientèles, et, surtout, le manque de temps pour concevoir et entreprendre. Ce ne sont pourtant pas les enjeux qui font défaut.

UNE NOUVELLE DONNE

La crise économique et les tourmentes boursières sont à juste titre au centre de nos préoccupations. Comme le dit Pierre Rosanvallon, nous vivons la « fin du marché-providence », l'effondrement des illusions libérales. C'est l'occasion de repenser l'ensemble de notre politique économique, depuis trop longtemps enfermée dans le dogme de l'austérité, qui s'est accompagné d'une spéculation à tout-va, au détriment de nos capacités de production. S'il est vrai que les nationalisations ne furent pas une panacée, s'il est exact que l'Etat-providence avait atteint ses limites, la religion de l'équilibre budgétaire est néfaste et la doctrine de la privatisation sans efficacité pratique, puisque les grandes entreprises ont pour objectif une rentabilité financière qui peut être réalisée par d'autres biais que l'investissement productif.

Les travaux ne manquent pas, qui montrent la possibilité de sortir de la fausse contrainte de l'austérité, d'en finir avec « l'économie de rentiers », au profit d'une politique active de l'Etat, fondée sur un projet industriel cohérent et décidée à affronter, autrement que par des pis aller, la question du chômage. Puisqu'il y a d'autres méthodes, et d'autres solutions que celles proposées par MM. Delors et Balladur, il serait dramatique qu'elles ne soient pas portées devant l'opinion publique à l'occasion de la campagne présidentielle - au lieu que chaque candidat se réfugie derrière les fausses évidences d'un consensus qui est celui du renoncement.

L'économie moderne est aussi, quelle que soit la conjoncture, une violence qui s'exerce contre des hommes. Pendant la période de croissance rapide, Paul-Marie de la Gorce attirait déjà l'attention sur les « laissés-pour-compte de l'expansion » sans obtenir autre chose que des bonnes paroles. Aujourd'hui, le père Wresinski décrit et dénonce le caractère inacceptable de la grande pauvreté, qui frappe plusieurs millions de nos concitoyens. Les faits sont établis, les causes sont connues, les propositions abondent sans qu'apparaisse vraiment la volonté de mettre fin à une situation qui porte atteinte à la dignité humaine. Un plan global et massif de lutte contre la pauvreté devrait être au cœur des propositions de tout candidat soucieux d'une justice sociale en acte.

UNE NOUVELLE CITOYENNETÉ

La pauvreté est d'abord matérielle. Mais elle conduit à une exclusion de la société, à un « apartheid » que nous refusons de voir. La lutte contre la pauvreté est aussi une lutte pour la reconquête d'une citoyenneté qui doit être repensée et élargie. La participation des immigrés aux élections locales, et l'intégration de leurs

enfants dans la communauté nationale sont deux aspects prioritaires de cet élargissement. Cela ne signifie pas qu'il faille se satisfaire des actuelles conditions d'exercice de la citoyenneté. Celle-ci repose sur des droits reconnus et garantis, donc sur l'existence d'une justice dont l'indépendance demeure, comme on le voit aujourd'hui, plus théorique que réelle. Quant à la participation dans les entreprises, autre expression d'une citoyenneté quotidiennement vécue, elle doit cesser d'être un alibi pour devenir le moyen d'une prise de responsabilités dans la définition du travail comme dans les choix généraux.

Il faut aussi engager une réflexion sur l'appartenance à la nation. Il ne suffit pas d'avoir fait obstacle au projet de réforme sur le code de la nationalité. Et le gouvernement se trompe, à moins qu'il ne fasse preuve de cynisme, en croyant que des subventions parviendront à résoudre le problème corse, ou qu'un référendum sur un statut non négocié permettra de régler la crise calédonienne. Hors du cadre jacobin, et en puisant dans notre tradition nationale, il devrait être possible de créer un lien, qui ne soit pas de contrainte ou de dépendance financière, entre les nations (au sens premier du terme) qui tiennent à leur personnalité et aspirent à leur autonomie, et l'ensemble français. Un programme politique qui suivrait la pente répressive ou se contenterait du statu quo, serait plus attentatoire à l'unité que toutes les « menées indépendantistes » réunies.

Mettre en œuvre une politique économique qui ne soit pas de simple gestion de la crise. Lutter contre la pauvreté. Définir une nouvelle citoyenneté. Ces trois objectifs ne sont pas nouveaux. Mais le fait est que les anciennes promesses n'ont pas été tenues, que des efforts se sont relâchés, quand ils n'ont pas été paralysés. Il faut, sans tarder, s'engager à les atteindre.

Bertrand RENOUVIN